

SECTEURS FÉDÉRAUX CGT CHEMINOTS CGT RATP

A Paris, le 3 décembre 2020

A l'attention de Madame Valérie PECRESSE
Présidente d'Ile-de-France Mobilités
39/41 rue de Châteaudun
75009 PARIS



Objet : Demande d'audience dans le cadre d'un rassemblement.

Madame la Présidente,

Vous n'êtes pas sans connaître l'attachement profonds des cheminots et traminois aux valeurs du service public, à la qualité de sa production mais aussi à l'unicité des deux entreprises publiques historiques garantes de la sécurité, de la cohérence et des solidarités territoriales.

Depuis 30 ans, le transport ferré souffre du libéralisme et de gestion de ces deux entreprises « comme les autres » qui les ont fragilisées. Cette désorganisation de la SNCF et de la RATP, malgré la résistance des salariés, a brouillé leur image et celle du service public parmi la population. Dérèglementation, l'éclatement des activités avec à chaque fois, les mêmes promesses de meilleurs services à moindre coût pour l'usager devenu client, ce qui ne se vérifie quasiment jamais dans les faits, bien au contraire.

En Ile-de-France, les besoins de transports continuent de croître et avec eux la nécessité d'investir dans le réseau, dans le matériel roulant. La densité du réseau francilien, la nécessité de développer le fret ferroviaire public, les besoins de liaisons nationales et internationales depuis ou vers la capitale nécessite une gestion et une coordination qui ne peut se satisfaire dans la jungle libérale, celle de la concurrence.

C'est pourquoi, Madame la Présidente, nous sollicitons une audience le 9 décembre prochain afin de vous faire part de nos propositions pour le développement du service public SNCF et RATP.

Ce jour-là, vous avez convoqué un CA dont l'ordre du jour porte sur la Convention SNCF - IDF Mobilités 2020-2023 et le vote d'une délibération concernant le calendrier d'ouverture à la concurrence des lignes SNCF (Tram-trains, lignes transilien et RER)

Sur le premier point, déjà les directions des lignes Transilien profitent de la crise sanitaire pour casser l'emploi, déshumaniser les gares et les trains. Sur le deuxième

A la RATP, c'est le projet d'ouverture à la concurrence sur le domaine des bus d'ici 2025 et ultérieurement sur le ferré qui est posé.

Ce sont pour ces raisons que nous serons rassemblés le 9 décembre à partir de 8h30. Pour réaffirmer que la concurrence n'est pas la solution mais le problème.

Pour dénoncer la seule raison d'être des entreprises privées de transports, le profits par le gavage de l'argent public pourtant si utile pour développer les entreprises publiques SNCF et RATP au service des besoins de transports des franciliens, de l'aménagement du territoire et sur lesquelles, en période de crise, quelle qu'elles soient, répondent à la solidarité nationale par l'exercice de leurs missions, si utiles pour ne pas dire essentielles, à la Nation.

Dans l'attente de cette rencontre, nous vous prions d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de nos respectueuses salutations.